

COLLOQUE EDUCATION

Assemblée Nationale - 26 septembre 2016

Compte - rendu

Intervenants

Catherine Morin-Desailly
Laurent Bigorgne
Philippe Tournier
Roger-François Gauthier
Marc Foucault

Table ronde 1 : Catherine Morin-Desailly / Laurent Bigorgne

État de notre système éducatif + raisons de son mode d'efficience.

Education au coeur de nos réflexions en cette période d'année très politique.

Questionnement : Où faut-il faire porter l'effort ? Faut-il faire porter la priorité au primaire ?

Allocation des moyens budgétaires au sein de l'Education Nationale.

Intervention de Catherine Morin-Desailly.

Je suis une ancienne professeur d'anglais. J'ai été ensuite adjointe à l'éducation puis je suis entrée en fonction au Sénat.

L'éducation est le sujet du 21e siècle dans une économie mondialisée avec l'émergence de pays très jeunes et le tout numérique. L'éducation aujourd'hui n'est pas en bon état. Le constat du taux d'échec et des inégalités sociales n'est pas nouveau, mais ce qui est plus récent c'est l'état de l'Education nationale, due à des réformes qui ont été prises ces dernières années sans mise en perspective des unes par rapport aux autres. Les élus locaux, avec qui nous travaillons beaucoup au Sénat, se sont dit esseulés de la réforme des rythmes scolaires. Les personnels de direction sont épuisés. Les enseignants sont particulièrement démotivés, ce qui est assez grave puisque tout repose sur eux, et ils nous disent leur perplexité face à cette situation. Ce qu'il y a aussi de dramatique, c'est que les réformes ont accrues les inégalités territoriales : par exemple la réforme du collège avec la suppression des classes bilingues. Or les inégalités territoriales signifient l'échec des élèves. Dans ces conditions, il est complètement déraisonnable que le Président annonce la réforme des lycées.

Les solutions sont les suivantes : premièrement il faut rétablir le dialogue avec les enseignants. Cela passe par une réflexion sur ce qu'est la mission d'enseigner aujourd'hui dans ce monde qui a changé. Ce dialogue doit aussi avoir lieu avec les élus locaux : dans mon département certaines classes et même écoles vont fermer. Cela est inacceptable pour des élus. Il faut également dialoguer avec le parlement. Nous devons aussi redéfinir la philosophie de ce que doit être l'éducation : aujourd'hui l'Education Nationale est menée d'après une philosophie fautive dissimulée sous le principe de l'excellence pour tous (destruction des classes bilingues). Pour y arriver on mélange les plus faibles et les plus forts pour que tout le monde soit de même niveau. Mais on aboutit à un nivellement par le bas. L'école doit s'adapter avec une préparation à la formation professionnelle.

Nous devons élever les plus faibles au niveau des plus forts en mettant en place des enseignements adaptés à chacun.

Un autre sujet important que je souhaiterais aborder est **la lutte contre l'illettrisme**. Ce mot ne figure pas dans le projet de réforme de 2013. L'illettrisme c'est 20% des jeunes qui quittent le système scolaire et 70% d'entre eux qui ne trouveront pas d'emploi plus tard. Il faut prioriser l'école primaire (maternelle et élémentaire). Et dans ce débat la question des effectifs en primaire est fondamentale : il faut pouvoir s'occuper de chaque enfant dans des conditions raisonnables.

Sur la question des **rythmes scolaires**, je pense qu'il ne faut pas déstabiliser le paysage, mais ayons du bon sens : il faut que les conditions pour les activités périscolaires soient bonnes afin que les enfants puissent s'épanouir dans leur environnement scolaire.

Nous devons également réaffirmer que le plus important à l'école c'est **l'apprentissage de la langue française**. Il faut donc que dans nos politiques culturelles, la lecture et son apprentissage soient une priorité.

En France nous avons la capacité à faire des réformes à répétition : nous avons eu trois ministres de l'Education Nationale différents depuis que François Hollande est devenu Président. Les réformes portant sur l'éducation ont donc été prises sans vote de loi, puisque le fait de changer de ministre permet de ne pas passer par le Parlement pour réformer.

Faut-il mettre la priorité sur le primaire ou faut-il prioriser le secondaire en vue de préparer les lycéens à l'enseignement supérieur tourné vers la formation au meilleur niveau possible ?

Intervention de Laurent Bigorgne.

Nous assistons à un appauvrissement du débat éducatif dans notre pays. On cède beaucoup à une discussion qui devient extrêmement techniciste : on va parler de création d'emplois et de rythmes scolaires sans faire de distinction entre bonne et mauvaise réforme. En Finlande le système est différent : on se demande, avant d'entamer la réforme « est-ce que le train de mesure qu'on s'apprête à prendre est bon pour le bien-être et le développement des enfants ? » Si la réponse est non, on ne prendra pas ces mesures. S'il y a un doute et qu'on n'est pas capable de répondre à cette question, alors on s'abstiendra de faire cette réforme. Depuis 2007, nous avons utilisé l'Education nationale à des fins politiques et politiciennes. L'enfant n'est jamais partie prenante aux débats tels que nous les abordons. Si nous ne sommes pas capable de remettre l'enfant au cœur de notre système, nous ne serons pas capable de remettre le citoyen au centre du jeu.

Nous sommes un pays ouvert : nous recevons des immigrés et nos jeunes sont des candidats potentiels au départ car nous les avons formés pour. Le fait de sous-financer le primaire en comparaison des pays de l'OCDE, de sous-financer l'enseignement supérieur mais de sur-financer l'enseignement secondaire est un contre-sens. Nous devons sur-financer le primaire pour fixer les fondamentaux, les études supérieures pour rester un pays compétitif et sous-financer le lycée qui a déjà été très largement surdoté.

Troisième constat : d'après l'étude de l'Institut Montaigne sur la question de l'Islam, quand on interroge un échantillon de musulmans en France, on voit la formation d'un groupe autoritaire qui refuse notre vision du monde, et ce groupe autoritaire, quand on regarde qui le compose, sont des jeunes et notamment des jeunes femmes. Or notre système d'enseignement primaire ne fonctionne pas : un enfant qui redouble à 7 ans n'a plus aucun avenir scolaire par la suite. Le système d'apprentissage de la République ne fonctionne pas bien et la formation professionnelle non plus. Les jeunes gens d'origine immigrée, qui vont réussir à traverser la primaire et le secondaire sont ensuite 4 fois plus discriminés à l'embauche que les « Gaulois » chers à Nicolas Sarkozy. C'est un système qui se condamne à l'asphyxie et à des formes de révoltes.

Les petites lâchetés font les grands problèmes et nous sommes aujourd'hui face au plus grand problème que notre pays ait eu à affronter depuis 45.

Ce qui me semble être nos priorités actuelles :

- 1) le primaire
- 2) l'apprentissage mais plus dans l'enseignement secondaire

3) le supérieur

Il faut accepter la différenciation des territoires et des enjeux qui se posent sur ces territoires. Il faut aussi accepter qu'un certain nombre de territoires soient ciblés en matière de politique publique. Cela pose la problématique de la bonne gouvernance : nous ne pouvons plus laisser faire que l'Education nationale concentre tous les métiers : opérateur, évaluateur et régulateur. Il faut cependant qu'elle demeure l'opérateur et qu'à côté on ait une grande mission d'évaluation indépendante du pouvoir politique, qui puisse évaluer les établissements scolaires tous les 3 ans et puisse fermer les établissements et assurer un rôle de régulation.

La priorité sur le primaire n'a, dans les faits, jamais été mise en œuvre. Les syndicats en France, comparés aux pays anglo-saxons, ont un pouvoir dérisoire. Bercy a gagné tous ses arbitrages et la priorité qu'on aurait dû donner au primaire, et qui était nécessaire, n'a jamais eu lieu. Cela est dû à la sociologie du ministère de l'Education Nationale : il y a très peu de fluidité entre là où on fait la formation et Bercy. On laisse perdurer un corps de recteurs fermé sur lui-même. La France est le seul pays d'Europe où les établissements ne sont pas évalués.

Table ronde 2 : autonomie donnée aux établissements (Philippe Tournier, RFG, Marc Foucault)

Intervention de Philippe Tournier

Nous assistons à un appauvrissement et à une hystérisation du débat scolaire en France. On peut constater que dans l'ensemble, ce qui se détache du système est un cloisonnement des enseignements en fonction de l'origine ethnique des individus :

Les personnes d'origine caucasienne suivent un enseignement général, les personnes d'origine maghrébine un enseignement technologique et les personnes d'origine sub-saharienne un enseignement professionnel. L'enseignement scolaire est lié à l'aspect idéologique et politique et nullement lié à la réalité pratique.

Posons nous la question suivante : faut-il donner de l'autonomie aux établissements secondaires ? Sur le papier ils le sont depuis plus de 30 ans (décentralisation de 1983). Avant, le système éducatif était basé sur la verticalité avec les professeurs qui appliquaient les directives étatiques. Contrairement aux Américains, nous sommes dans l'idée en France que l'Etat libère et le local asservi. Aujourd'hui il est difficile de revenir sur ces conceptions. De plus on a assisté au développement de la culture de déresponsabilité, dans la mesure où les politiques ne se préoccupent pas de savoir si ce qu'ils disent est vrai ou pas, puisque au niveau local on fera en sorte que tous les enfants soient dans les classes. Sur le papier, le système éducatif est toujours très vertical mais dans la réalité il est plutôt horizontal. On peut parler de la réforme du collège par exemple : les gens ne comprennent pas ce qu'on attend d'eux. Mais ce qui est remarquable dans cette réforme du collège c'est qu'elle se met en place par le biais de compromis locaux. Cela pour une raison : à la fin, il y a des élèves dans les classes. Cette réalité incontournable oblige à régler la question d'une manière ou d'une autre. Les vraies transformations de l'école ne passent pas par des réformes centrales. On est dans un système, de fait, où les établissements sont autonomes car on n'arrive pas à les contrôler. Après se pose la question de savoir comment on change réellement les choses dans les classes et comment favoriser ce changement.

Pour moi, il faut penser la responsabilité. Chaque échelon est responsable de quelque chose. Or aujourd'hui, tout le monde se mêle de tout. Il faut plutôt être dans la notion de responsabilité et il faut également noter que les écarts de résultat entre les professeurs sont liés à leurs origines sociales et à leur personnalité. Il faut de plus considérer les enseignants comme des grandes personnes, c'est-à-dire sans les noter entre autre. Il y a aussi le sentiment de beaucoup d'enseignants de ne pas être traités comme des professionnels.

Il faut aussi donner aux établissements une existence réelle. Aujourd'hui quand on forme les enseignants au numérique, on les retire des classes. Donc les élèves n'ont plus de professeurs pour

leur faire classe. Ce sont des anomalies de fonctionnement considérables. Il y a une absence d'esprit de communautés dans les établissements et cela nous distingue des pays anglo-saxons. La France est le seul pays, dans l'enquête PISA, qui refuse qu'il y ait des évaluations des établissements car on ne veut pas reconnaître que les établissements scolaires ne sont pas égaux les uns des autres.

Le rôle de l'Etat dans tout cela c'est la certification, c'est-à-dire la création des programmes. Or quel est le rôle du politique dans le système éducatif ? Est-ce que les grands ministères (santé etc) ont besoin d'être politisés ? La seule conséquence de cette politisation est l'arrêt des réformes mises en œuvre auparavant et le début de nouvelle. On peut comparer cela au fait de tracer des lignes de TGV en changeant les rails tous les 18 mois. Mais on s'aperçoit aujourd'hui, et c'est une autre difficulté, que la décentralisation signifie la mise en compétition de pouvoirs (rectorat VS collectivités territoriales).

Il est certain que l'époque des grandes réformes doit être fermée car le résultat de ces réformes est nul. Il faut maintenant se demander comment conduire le changement concret dans les établissements, en mettant de côté les débats idéologiques qui ne représentent aucune réalité dans les classes.

Marc Foucault.

Il faut nuancer tout cela car depuis 2007 l'enseignement supérieur connaît une forte continuité. On assiste à une transformation positive de notre paysage universitaire et du côté administratif, on peut constater que l'actuel quinquennat finira avec une seule directrice générale de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche qui aura fait les 5 ans. L'enseignement supérieur est une direction à suivre dans cette mesure.

Intervention de Roger-François Gauthier. Les programmes d'enseignement doivent-ils être définis au niveau national ?

Il y avait une époque où on peut dire que, dans le monde, il y avait des pays à programmes nationaux et des pays à programmes libres fabriqués par les établissements eux-mêmes. À cette époque, les pays qui n'avaient pas de programmes nationaux présentaient cette caractéristique comme une faiblesse. Depuis plus de 20 ans on peut dire que les programmes nationaux ont le vent en poupe. C'est un point de repère. Les pays qui avaient auparavant des programmes décentralisés les ont centralisés avec une réflexion sur le sens général du programme. Dans la plupart des pays, on a vu un programme national avec un lourd sens politique qui est devenu texte de référence pour les gens qui s'occupent d'éducation. Ensuite ce sont les établissements scolaires qui ont pris le relais. Sur le terrain, les grands objectifs étaient fixés par un texte national puis les choses s'écrivaient dans les établissements. Ça veut dire qu'on admet qu'on ne fait pas partout pareil pour atteindre les objectifs nationaux.

En France ce n'est pas vrai. On considère qu'on donne le même apprentissage dans tous les établissements du secondaire. Il y aurait à travailler sur une vraie liberté donnée aux établissements pour atteindre des objectifs nationaux.

La question du numérique dépend de la façon de l'enseigner. Les enquêtes Pisa montrent que les pays qui ont réduit leurs inégalités ont utilisé le numérique comme un outil d'accompagnement (exemple de la Finlande).

La question mixité sociale n'est quant à elle plus vraiment d'actualité et a été remplacée par la question de la mixité ethnique. Il faut parler de cette question dont personne ne parle. Il existe une représentation de la société qui est prégnante dans l'esprit des individus. Non seulement les jeunes se distribuent pour un enseignement spécifique mais c'est leur destinée « ethnique » d'avoir cette formation.

Intervention de Marc Foucault.

Deux exemples à comparer avec la France : Les USA et l'Angleterre

Ce sont de grands pays de recherche et dans ces pays existe une grande continuité politique avec un consensus sur la question autonomie.

Qu'est-ce que ces deux pays tentent pour résorber les inégalités sociales ?

En Angleterre le système des free schools est en place depuis 10 ans et aux USA, celui des charter schools, depuis 25 ans.

Principe de base de ces 2 innovations en matière d'éducation: offrir, par l'autonomie, la meilleure école possible aux populations les plus défavorisées.

Les Charter schools et les free schools sont des écoles publiques indépendantes. Leurs spécificités sont les suivantes :

- public, gratuit, sans sélection
- liberté de curricula (= programme)
- liberté de temps scolaire
- libertés des RH
- évaluations (autonomie/ responsabilité)
- ouvertures & fermetures

Ces nouvelles structures peuvent être créées par des parents, des enseignants, des écoles déjà existantes, des associations, des universités ou des groupes privés. Dans la réalité ce sont plutôt des groupes privés qui ont pris ces écoles en main.

En Angleterre, on a transformé les académies qui ne fonctionnaient pas en free schools. David Cameron a créé du clivage dans la population car il a voulu transformer la quasi totalité des établissements britanniques en free schools.

Aux USA ce système concerne environ trois millions d'élèves. Les états fédéraux ont voulu que ces écoles soient réservées aux populations défavorisées. On peut constater d'après des études menées que dans ces écoles les enfants travaillent plus et mieux. Cela a apporté un effet réseau : avec la concurrence le Public marche mieux à court terme et on observe de très bons résultats sur les populations défavorisées.

Ces deux exemples nous montre que la question éducative est vraiment un sujet difficile et qu'il faut se méfier des simplifications. Ils montrent également qu'au départ l'autonomie des établissements doit amener de l'innovation, mais en réalité l'innovation n'est pas au rendez-vous à cause des systèmes d'évaluation. Trop d'évaluation tue l'innovation : on rentre dans la norme car on sait qu'on va être évalué et qu'on peut fermer l'établissement.